



DECLARATION DU CSPPS A LA REUNION MINISTERIELLE DU G7+ Kaboul, 23 – 24 mars 2016

La Plateforme de la Société Civile dans le Dialogue International pour la consolidation de la paix et le Renforcement de l'Etat livre le message ci-dessous, à l'occasion de cette réunion ministérielle du G7+ à Kaboul.

Ce message porte sur les points ci-après :

- Les acquis du travail en commun avec les gouvernements, les partenaires et de sa propre implication dans le New Deal,
- Les difficultés auxquelles la Société Civile a fait face lors de l'année passée pour la mise en œuvre du New Deal au niveau pays,
- L'alignement de l'Agenda 2030 et le New Deal,
- Priorités et engagements du New Deal pour 2016 et les années à venir,
- La préoccupation de la Société Civile en rapport avec les évolutions récentes dans certains Etats engagés dans le New Deal.

Avant d'aborder les différents points susmentionnés, la Société Civile se félicite d'avoir pris des engagements communs avec les gouvernements du G7+ à aider nos pays et les population à atteindre la résilience, à fuir la fragilité et à mettre fins aux conflits.

Depuis le processus lancé à Busan, voire bien avant, les membres de la Société Civile ont toujours travaillé aux côtés des décideurs qui sont dans les gouvernements ou avec les partenaires techniques et financiers pour ensemble :

- Restituer les résultats du Forum de 2011, de Busan,
- Préparer et lancer les processus – pays du New Deal,
- Produire les analyses initiales des risques de fragilité,
- Produire les spectres de fragilité,
- Définir les indicateurs - pays issus des matrices de fragilité,
- Procéder à la vulgarisation des rapports d'analyse de fragilités,
- Participer à l'élaboration des cadres programmatiques nationaux que sont soit des DSCRPs soit des plans quinquennaux selon l'engagement « Une Vision un Plan » du New Deal ;
- Participer aux dialogues permanents sur les politiques nationales à travers des cadres opérationnels de Groupes thématiques sectoriels multi-acteurs ;
- Participer aux évaluations de la mise en œuvre des cadres programmatiques,
- Elaborer les bilans de la mise en œuvre des OMD ;
- Participer à la définition des ODD.

En plus de ces grands travaux réalisés ensemble par les gouvernements du G7+, les partenaires et la Société Civile, celle-ci a aussi pris des initiatives, réaffirmant ainsi son autonomie d'action, pour contribuer au renforcement et à la visibilité des dynamiques nationales de mise en œuvre de New Deal, à travers notamment :

- Les analyses de la mise des budgets publics afin de s'assurer que leur exécution est résolument orientée vers l'atteinte de la résilience,
- Les analyses des investissements dans les secteurs porteurs de croissance telle que l'agriculture, afin de s'assurer qu'ils visent réellement les créations d'emplois décents et durables pour véritablement tirer des populations de la pauvreté,
- Les analyses des comportements des secteurs telles que les banques et les mines, pour s'assurer qu'ils contribuent à la sortie des facteurs des conflits et des risques de fragilité et non à la fuite des capitaux, aux blanchiment de l'argent sale ou à l'alimentation des risques des conflits ;
- La mise à disposition de l'expertise de la Société Civile pour appuyer certains gouvernements soit comme formateurs des agents de l'Etat en analyse de la fragilité soit comme experts pour la production des matrices nationales d'analyse de la fragilité, comme cela été les cas aux Comores, en RDC et en RCA ;
- La production d'un rapport sur les expériences de gestion de la crise d'Ebola en Guinée, au Libéria, en Sierra Léone, au Nigeria en en RDC ;
- Les dialogues directs avec nos élus, pour alimenter leurs perceptions et positions dans les hémicycles parlementaires, lors des débats d'orientation avec les gouvernements sur des divers instruments de politiques tels que les lois nationales.

Au-delà de ces actions de renforcement de sa part des responsabilités dans la mise en œuvre du New Deal, la Société Civile s'est dotée d'une Plateforme réunissant plus de 200 Organisations et Réseaux du Nord et du Sud, pour :

- Se renforcer mutuellement dans sa participation à ce dialogue multi-acteurs,
- Soutenir la participation de ses paires des Etats fragiles dans les dialogues nationaux voire régionaux,
- Faire valoir ses valeurs et ses positions sur les défis communs aux gouvernements, aux partenaires et à elle-même dans la mise en œuvre des engagements de Busan,
- Renforcer et aider les gouvernements à prendre des décisions plus justes et soutenables, selon les idéaux du New Deal, notamment : des processus légitimes et inclusifs, transparents et responsables ; dans le but d'avoir des sociétés pacifiques sous le leadership des gouvernements efficaces.

Fort de cette expérience de travail en communs avec les gouvernements, en toute autonomie d'action ou en réseau, la Société Civile est prête à initier un dialogue inclusif et réel avec leurs gouvernements pour renforcer les relations Etat-société et construire un futur plus résilient.

La société civile dispose des capacités afin de travailler aux côtés du gouvernement pour atteindre nos objectifs communs. Cela inclut à la fois la collaboration et la critique - le rôle de la surveillance auquel M. Helder Da Costa a invité la société civile

à jouer lors de la récente réunion du Groupe de pilotage du Dialogue International, à Washington DC.

La Société Civile note avec satisfaction l'évolution positive de la perception que les gouvernements ont de plus en plus vis-à-vis d'elle, grâce à la reconnaissance de son rôle dans l'appropriation sociale des politiques et de contrôle citoyen de la mise en œuvre de ces mêmes politiques, au sein de nos pays.

Cependant, la Société Civile continue à relever des difficultés qui portent sérieusement entrave tant au travail en communs avec les gouvernements qu'à sa propre contribution à la mise en œuvre des agendas pour la résilience de nos Etats.

Parmi ces difficultés, la Société Civile note :

- La non appropriation ou la faible appropriation politique des engagements internationalement pris par les gouvernements tel que le New Deal par exemple, caractérisé à ce jour par le manque d'évaluations de fragilité menées dans les pays du G7+ alors qu'il s'agit d'un outil – clé pour la mise en œuvre des objectifs de consolidation de la Paix et du Renforcement de l'Etat ;
- La réduction des espaces de libertés d'expression et de contrôle citoyen ;
- L'accès limité voire bloqué aux informations du domaine public et aux ressources ;
- Le non engagement ou le faible engagement politique dans la lutte contre la corruption et l'impunité, qui constituent pourtant deux des facteurs les plus importants de fragilité des Etats.

Etant donné la volonté maintes fois renouvelée par les Gouvernements et les partenaires à poursuivre ce dialogue née de l'Engagement de Busan, de l'Agenda pour l'Action d'Accra et de la Déclaration de Paris, la Société Civile affirme également la poursuite de son offre de collaboration pour :

- **Premièrement**, l'alignement entre l'Agenda 2030 et le New Deal : dans ce cadre, notre Plateforme propose de faciliter l'élaboration des indicateurs de mise en œuvre des ODD en les intégrant parmi les dimensions et sous dimensions correspondantes du New Deal, à partir du schéma de convergence des ODD et du New Deal que la Société Civile a proposé;
- **Deuxièmement**, l'initiative de réaliser ou d'actualiser les analyses de fragilité afin d'aider les gouvernements à renforcer la structure du dialogue au niveau national et à se lancer dans un processus de dialogue constructif dans les pays, afin de mieux guider l'implémentation du New Deal dans les pays respectifs du G7+
- **Troisièmement**, l'inscription parmi les priorités pour l'année 2016, les engagements du New Deal à :
 - Mettre l'accent sur le rôle des femmes pour la consolidation de la paix durable ;
 - Mettre l'accent sur le rôle des jeunes pour la consolidation d'une paix durable ;
 - Mettre l'accent sur la nécessité d'améliorer l'accès, la coopération et

la participation de la Société Civile pour poursuivre le renforcement de la confiance Etat et Citoyens.

- Insister sur la nécessité de créer davantage de synergies entre le secteur humanitaire, les organisations de développement, la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'Etat.

Pour terminer, la Société Civile voudrait faire part aux Etats du G7+, de sa profonde préoccupation de voir qu'après plusieurs années d'apprentissage en commun grâce aux instruments de mise en œuvre du New Deal, certains Etats membres de ce Dialogue retombent encore dans des conflits et dans l'aggravation des risques de fragilité du fait de leur gouvernance non conforme aux engagements pris à Busan.

Le G7+ et ses partenaires devraient se préoccuper également des telles évolutions qui annihilent tant de sacrifices consentis ensemble pour crédibiliser ce processus international unique en son genre. La Société Civile se demande : Comment pouvons-nous travailler ensemble pour éviter ces évolutions à contre-courant ? Pour sa part, la Plateforme de la Société Civile dans le Dialogue pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'Etat (CSPPS) souligne l'importance de l'alerte précoce dans les pays engagés dans le New Deal et s'engage elle-même à soutenir ses membres dans ce domaine.

Enfin, notre Plateforme invite les Etats du G7+ et les partenaires au développement, à saisir l'opportunité de la nature transformative de l'Agenda 2030 et la nécessité de se lancer véritablement dans un processus multi-acteurs qui détermine les priorités nationales de manière consultative et participative, en assurant la responsabilité et la transparence dans le but de ne laisser personne derrière, en vue d'atteindre les principes du New Deal et des Objectifs de Développement Durable.

Contact

Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (CSPPS)

Peter van Sluijs

Coordinateur IDPS Secretariat OSC/CSPPS

c/o Cordaid

P.O. Box 16440

La Haye

Pays-Bas

psl@cordaid.nl

info@cspps.org

www.cspps.org

Facebook: www.facebook.com/civilsocietyplatform

Twitter: @idps_cspps